

Sur les nouvelles formes d'inégalités urbaines post-Covid

Giovanni Semi

Traduit de l'italien par Clément Rivière

Quel sera le visage de la ville post-Covid ? Le sociologue italien Giovanni Semi partage ses premières réflexions sur le futur de la gentrification et des espaces publics, à l'heure de la distanciation sociale, de l'effondrement du tourisme et du renforcement probable du rôle des plateformes en ligne.

La crise que nous sommes en train de vivre pose différentes questions sur la ville post-Covid, notamment sur les modes de relations sociales, et de manière plus générale sur ce que sera la vie urbaine. Beaucoup pensent que la pandémie va marquer une rupture nette entre tout ce qui s'est passé avant février-mars 2020 et ce qui se passera dans un « après » difficile à déterminer. Il y a pourtant de nombreuses raisons de penser que la discontinuité ne sera pas si radicale, et que l'on ne repartira pas d'une *tabula rasa* mais au contraire d'un modèle profondément ancré dans l'histoire (et à historiciser) et dans l'espace (et à spatialiser), qui continuera donc à agir dans le futur. Je veux dire par là que les événements passés et leurs effets spatiaux ne seront pas complètement effacés par la pandémie : s'ils seront dans certains cas profondément perturbés, ils risquent d'être accentués dans d'autres.

En partant de cette idée que le passé n'est jamais complètement effacé mais qu'il continue à agir dans le présent et même dans le futur, je vais essayer de définir certains éléments de ce passé, puis d'esquisser ce qui nous attend.

Le monde urbain dont nous avons hérité

Deux éléments sont centraux dans le monde que nous avons reçu en héritage. D'un côté, ce que Neil Brenner et d'autres ont appelé l'« urbanisation planétaire », c'est-à-dire l'extension d'infrastructures et de logiques capitalistes sur toute la surface de la terre (Brenner et Schmid 2013 ; Brenner 2018). C'est Saskia Sassen qui me semble avoir le mieux décrit la logique de cette diffusion mondiale de l'urbanisation, fondée sur des « formations prédatrices », c'est-à-dire des assemblages autour d'instruments financiers d'acteurs variés comme les États et les entreprises globales (Sassen 2014). Le second élément concerne les modalités opératoires de ces formations prédatrices, et en particulier le lien entre les instruments financiers (et les logiques de financiarisation) et les mécanismes d'extraction de la valeur, qu'il s'agisse de la rente foncière ou de ressources naturelles.

Pour le dire de manière plus simple, les vingt dernières années nous ont montré de différentes manières comment la relation entre homme, société et environnement s'articule de plus en plus autour de pratiques d'extraction. Les citadins ont désespérément besoin de revenus pour pouvoir se sentir intégrés, et pour cette raison se louent eux-mêmes, ainsi que leurs propriétés, pour obtenir un salaire qui provenait autrefois de rapports de travail (Boltanski et Chiapello 1999). Les populations habitent toujours davantage en milieu urbain, où le maintien des organisations est là aussi lié à des impératifs d'extraction et de concurrence entre territoires (Boltanski et Esquerre 2017). Leurs

pratiques de vie et de consommation, à leur domicile mais aussi en déplacement lorsqu'ils deviennent des touristes, s'orientent toujours davantage vers l'extraction d'expériences que vers la production de nouvelles formes de vivre ensemble.

Avant février-mars 2020, la géographie des villes était caractérisée par des phénomènes que nous avons appris à bien connaître, comme la gentrification, la stigmatisation territoriale des espaces dont les marges d'extraction sont faibles, et de manière plus générale des formes de ségrégation variées, notamment de classe et de race (Arbaci 2019). Même les plus critiques d'entre nous s'étaient habitués à un modèle d'*apartheid soft*, souvent masqué par le rideau de fumée de la méritocratie et des responsabilités individuelles, et par un darwinisme social dans le cadre duquel il était devenu presque impossible de débattre du caractère normal et naturel des inégalités sociales. Les répertoires de légitimité et d'illégitimité diffèrent selon les sociétés nationales, mais le profil social des gagnants et des perdants reste *grosso modo* toujours le même.

Dans mon pays, l'Italie, il y avait une acceptation diffuse de l'immobilité sociale, et il était presque impossible de lancer un débat public sur la rente, sur la propriété, sur toutes les ressources qui par définition biaisent les règles du jeu et permettent à certains de partir largement avantagés. Il était ainsi « naturel » que quelqu'un puisse naître en disposant de deux, trois, quatre appartements de famille, par exemple dans les centres historiques des plus belles villes touristiques italiennes, comme il était « naturel » que les habitants des quartiers populaires de Milan, Naples ou Palerme « méritent » de vivre dans des quartiers sans infrastructures ni services, et où l'État ne se montre qu'en uniforme ou en tenue de travailleur social. Souvent, les premiers étaient aussi ceux qui, comme dans le célèbre roman dystopique de Young sur la méritocratie (1958), parlaient de cosmopolitisme, de démocratie et de révolution digitale, accusant les seconds d'être analphabètes, incivils et réactionnaires.

Voilà le monde que nous avons, selon moi, laissé derrière nous. Un monde confortable pour certains mais dramatique pour la majorité, dans lequel les scénarios pour la suite étaient tout sauf rassurants. Il serait ainsi dangereux d'oublier que, sur de larges portions du territoire italien, nous nous étions habitués à cohabiter avec la sécheresse, interrompue par des phénomènes brefs et violents d'inondations, mais aussi à des niveaux élevés de pollution de l'air qui se maintenaient pendant plusieurs semaines et même parfois plusieurs mois, n'en déplaise aux négationnistes climatiques ou aux pragmatiques du type TINA (*There is No Alternative*), nombreux chez les industriels.

Et puis la pandémie est arrivée. Je laisse aux climatologues, aux virologues et aux autres experts la lourde tâche de nous dire quelles sont les interactions entre l'homme et son environnement susceptibles d'expliquer la diffusion du Covid-19. Mais je peux essayer d'identifier quelques lignes de tension héritées du passé et autour desquelles se construira l'avenir des villes.

Quel futur pour la gentrification ?

Le débat sur la gentrification est désormais bien établi aussi bien en France qu'en Italie, et il n'est pas nécessaire de le synthétiser ici (voir notamment Chabrol et al. 2016, Semi 2015). On peut seulement rappeler qu'au cours des deux dernières années une thèse s'est diffusée selon laquelle la dernière vague de gentrification aurait été caractérisée par la financiarisation et par l'économie du tourisme, et donc marquée par le phénomène des locations de court terme symbolisées par la plateforme américaine Airbnb.

Défendue notamment par Manuel Aalbers (2019), cette thèse nous disait que la nouvelle frontière d'expulsion et d'inégalité spatiale se situait sur le marché locatif, et que les nouveaux perdants étaient tous les ménages qui avaient besoin de se loger pour une durée supérieure à une semaine. L'industrie du tourisme et l'impressionnante accélération de l'usage temporaire de la ville avaient soustrait des logements aux résidents, rendu encore plus rigide le marché locatif, augmenté les loyers et contraint de nombreux ménages à s'éloigner des zones présentant la marge d'extraction la

plus élevée. Cette forme de gentrification s'ajoute à toutes les précédentes, stade ultime d'un long processus d'éloignement des classes populaires vers les espaces les moins recherchés des grandes aires urbaines.

Si cette thèse est assez crédible, avec plus ou moins de validité selon les lieux, le *business* des logements temporaires pour touristes a été rayé de la carte entre la fin du mois de février 2020 et le moment où j'écris ces lignes. Vols annulés, frontières fermées, populations immobilisées : les appartements concernés sont vides et une niche entière de l'économie a été interrompue en quelques jours.

Que penser de cette tempête ? On débat depuis des semaines autour du caractère plus ou moins démocratique du virus, mais il ne fait aucun doute que les effets qu'il provoque ne le sont pas. Si on regarde le monde des plateformes de logement on observe que, même si elles ont subi un coup dur, ces dernières sont par nature très résistantes, qu'il s'agisse de Booking ou d'Airbnb. Leurs coûts fixes sont très bas, elles ont un nombre limité d'employés, et leur capacité de réaction est telle qu'entre mars et avril un colosse comme Airbnb a déjà pu compter sur deux augmentations de capital rapidement trouvées sur le marché international.

Du côté des propriétaires de logements des plateformes, les grands investisseurs immobiliers ont tous les instruments légaux et financiers pour encaisser le coup, mais ce n'est pas le cas des particuliers qui affrontent la tempête dépourvus de moyens (Semi et Tonetta 2019). Les effets sont aussi très différents en fonction des échelles, selon qu'on se situe dans un appartement vide, à l'échelle d'un quartier, ou celle d'une ville entière. Les quartiers dont l'unique fonction était de servir des touristes qui ne restaient que quelques nuits se retrouvent ainsi aujourd'hui totalement vides. Au cours des deux prochaines années, la récession dans laquelle nous sommes déjà entrés se traduira par un choc de liquidités qui empêchera la renaissance du tourisme dans la forme que nous lui connaissions jusqu'ici, et aura des conséquences difficiles à prévoir aujourd'hui.

On peut penser, en faisant preuve d'optimisme, que ce stock de logements retournera sur le marché locatif traditionnel. Mais la crise de liquidité concernera tout autant les touristes que les résidents (il s'agit souvent des mêmes personnes) et il n'est pas facile de savoir qui pourra se permettre de payer un loyer (et quel loyer ?) dans un quartier touristique sans touristes. Il est probable que les inégalités sociales et spatiales héritées du passé s'en trouvent pour certaines congelées, notamment dans les quartiers les plus riches, où les propriétaires aisés pourront retirer leurs biens du marché et conserver leur valeur, quand d'autres seront renforcées dans les quartiers les plus pauvres, où les petits propriétaires seront contraints de vendre, parfois à perte.

Quel futur pour l'espace public ?

Au cours des deux dernières décennies, l'espace public a suscité un regain d'intérêt, favorisé par les désirs et les angoisses produits par le néolibéralisme. L'espace public, tel qu'il était conçu jusqu'en février 2020, était principalement un lieu ouvert à des activités de consommation conviviales et non conflictuelles (Sorkin 1992, Mitchell 2003), très éloigné donc de la théorie de l'espace public élaborée par la philosophie politique et par la théorie sociale du XX^e siècle (Habermas, Arendt, Sennett, Calhoun). L'espace public dont on parlait était en somme celui des places, avec leurs bars et restaurants en plein air, celui des *waterfronts* rénovés, celui des parcs aménagés pour des activités de plein air (celui des centres commerciaux, quoique très diffusé, était déjà en crise avant le Covid). Il s'agissait d'un vaste territoire de la ville où les architectes et les designers avaient dicté leur loi, imaginant des territoires conviviaux, *smart*, parfois soutenables, souvent très recherchés d'un point de vue esthétique. On pourrait discuter longuement des expérimentations politiques qui y ont été réalisées, comme dans le cas des POPS (*Privately Owned Public Spaces*), et de manière plus générale des accords néolibéraux dans le cadre desquels des acteurs privés se substituent aux acteurs publics pour assurer la gestion et l'exploitation de ces espaces. On pense par exemple aux *Business Improvement Districts* (BID), contrats de gestion

d'espaces publics où l'acteur public attribue pour un temps déterminé toutes les fonctions de collecte des taxes, le contrôle de police et des normes d'hygiène à des unions de propriétaires (Zukin 2009).

La logique organisationnelle de ces espaces était la suivante : leur fonction principale réside dans des formes de consommation légitimes et pacifiées, chapeautées par un fort contrôle social interpersonnel. Un peu comme dans les recettes de bon sens de Jane Jacobs (1961), le contrôle social reposait surtout sur la bonne éducation de consommateurs civils, ce qui permet facilement de comprendre qui étaient les exclus de ce modèle de vie urbaine : les sans-domicile, les toxicomanes, les Roms, les immigrés pauvres, les activistes et tous ceux qui n'étaient pas en mesure de consommer de façon adéquate. Cette logique s'enrayait parfois, comme dans le cas des conflits locaux générés par la vie nocturne dans de nombreuses villes européennes, ou dans celui des conflits entre touristes et populations locales.

Quoi qu'il en soit, cet espace public fonctionnait et avait du succès car les personnes pouvaient se rassembler en grand nombre : le rassemblement de personnes a été un des moyens d'extraction urbaine les plus efficaces des dernières décennies.

On comprend donc que le monde post-Covid, dans lequel la proximité physique entre les personnes est devenue, au moins de manière temporaire, l'ennemi public numéro un, met en crise de manière radicale ce type d'espace public. Il n'est pas possible de savoir aujourd'hui pour combien de temps, ni quel succès connaîtront les solutions que l'on évoque ces jours-ci (comme rouvrir les bars et les restaurants en respectant scrupuleusement les consignes de distanciation sociale), mais il est certain que nous allons assister à un renouvellement profond de ces espaces.

Scénarios

Il est possible que, dans un premier temps, l'espace public néolibéral redevienne plus semblable à celui que nous avons connu tout au long du XX^e siècle, c'est-à-dire plus ouvert à la diversité des usages et à la conflictualité sociale. Il sera sans doute moins pacifié. Je laisse le lecteur décider du fait qu'il s'agisse d'un mal ou d'un bien, mais l'espace public sera probablement plus démocratique.

Une autre voie, bien moins démocratique mais qui sera sans doute celle que l'on empruntera, concerne un secteur économique qui trouve son débouché physique dans l'espace public : l'offre commerciale, et en particulier la restauration. Ce monde dominait l'espace public néolibéral, notamment à travers ce que certains ont appelé la *foodification*, la gentrification alimentaire. Il s'agit d'un secteur très dynamique et constitué d'une grande variété d'acteurs qui ont durement lutté pour des marges de profit toujours plus limitées : un véritable marché caractérisé par une innovation faible et une concurrence forte. Un marché qui, comme celui des locations de court terme, s'est effondré au cours des deux derniers mois. En Italie, comme dans beaucoup d'autres pays occidentaux, ce secteur était lui aussi lié à la logistique des plateformes qui s'occupaient de la distribution par l'intermédiaire de cyclistes, comme Deliveroo, Glovo, Foodora, Uber Eats et d'autres. Là aussi, les plateformes se sont montrées plus flexibles et plus résistantes (elles ont été aidées en ce sens par des décisions politiques) et ont continué à fonctionner en dépit du *lockdown*. Elles seront des acteurs de premier plan du scénario post-Covid, sûrement plus centrales encore qu'avant, notamment car ce seront probablement elles qui maintiendront en vie un certain nombre de restaurants dont la clientèle ne pourra pas renoncer aux petits plats chinois ou mexicains à toute heure. Là encore, il y aura des perdants, sans doute surtout les restaurants traditionnels dont les produits et la clientèle ne passent pas à travers le filtre de la plateforme. Après une phase au cours de laquelle le restaurant traditionnel avait dû lutter contre le restaurant cosmopolite ou à la mode, ce protagoniste majeur de la culture urbaine occidentale, tout comme les cafés, va devoir affronter une épreuve majeure.

Accélération ou refondation ?

Il me semble que la pandémie va agir à la fois comme un accélérateur et comme une solution pour une série de conflits déjà visibles au cours des dernières décennies. Il s'agit de conflits organisationnels internes au capitalisme, où les plateformes, certaines plus que d'autres, vont se substituer à des filières de distribution traditionnelles et fourniront des services sur de nombreux marchés.

Il s'agit d'une transformation qui ne frappera pas seulement les villes, même si elle y sera plus visible qu'ailleurs, mais qui agira sur l'ensemble de l'urbanisation planétaire. Beaucoup de commentateurs soutiennent que cette crise va mettre un frein à la globalisation. Je ne le crois pas. Je pense qu'aux côtés de dynamiques nationalistes, elles aussi déjà visibles au cours des vingt dernières années, nous assisterons à de nouvelles accélérations globales, en particulier du fait de l'action des plateformes.

La logique prédatrice de fond du capitalisme est intacte, et n'est pas mise en discussion, même s'il est probable que beaucoup des formes qu'elle avait revêtues au tournant du XXI^e siècle soient destinées à évoluer. Il y a du travail en perspective pour les chercheurs en sciences sociales, mais encore davantage pour les activistes et pour tous ceux qui croient que ce moment représente une opportunité pour repenser de manière radicale le monde dont nous avons hérité.

Bibliographie

- Aalbers, M. B. 2019. « Introduction to the Forum: From Third to Fifth-Wave Gentrification », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 110/1, p. 1-11.
- Arbaci, S. 2019. *Paradoxes of Segregation. Housing Systems, Welfare Regimes and Ethnic Residential Change in Southern European Cities*, Newark : John Wiley & Sons.
- Boltanski, L. et Chiapello, E. 1999. *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.
- Boltanski, L. et Esquerre, A. 2017. *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris : Gallimard.
- Brenner, N. 2018. « Debating Planetary Urbanization: For an Engaged Pluralism. *Environment and Planning D* », *Society and Space*, vol. 36, n° 3, p. 570-590.
- Brenner, N. et Schmid, C. (dir.). 2013. *Implosions/Explosions: Towards a Study of Planetary Urbanization*, Berlin : Jovis.
- Chabrol, M., Collet, A., Giroud, M., Launay, L., Rousseau, M. et Ter Minassian, H. 2016. *Gentrifications*, Paris : Éditions Amsterdam.
- Jacobs, J. 1961. *The Death and Life of Great American Cities. The Failure of Town Planning*, New York : Random House.
- Mitchell, D. 2003. *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York : Guilford Press.
- Sassen, S. 2014. *Expulsions*, Cambridge : Harvard University Press.
- Semi, G. 2015. *Gentrification. Tutte le città come Disneyland?*, Bologne : Il mulino.
- Semi, G. et Tonetta, M. 2019. « Plateformes locatives en ligne et rente urbaine à Turin. Les classes moyennes face à l'austérité », *Annales de géographie*, n° 727, p. 40-61.
- Sorkin, M. 1992. *Variations on a Theme Park: The New American City and the End of Public Space*, New York : Macmillan.
- Young, M. 1958. *The Rise of the Meritocracy 1870-2033*, London : Thames and Hudson.
- Zukin, S. 2009. *Naked city: The Death and Life of Authentic Urban Places*, Oxford : Oxford University Press.

Giovanni Semi est professeur associé de sociologie à l'université de Turin en Italie. Il a travaillé sur les classes moyennes italiennes et sur les processus de gentrification. Il est supporter de la Juventus depuis qu'il a vu, petit, jouer Michel Platini.

Pour citer cet article :

Giovanni Semi & traduit par [Clément Rivière](#), « Sur les nouvelles formes d'inégalités urbaines post-Covid », *Métropolitiques*, 14 mai 2020. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Sur-les-nouvelles-formes-d-inegalites-urbaines-post-Covid.html>.